

Direction générale du commerce

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur/directrice (grade AD 14)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2024/10447

Présentation

La DG Commerce (DG TRADE) est chargée de gérer la politique commerciale de l'Union européenne (UE), l'une de ses compétences exclusives. Le commerce est l'un des instruments les plus puissants de l'UE. Il est au cœur de la prospérité économique et de la compétitivité de l'Europe, et il soutient un marché intérieur dynamique et une action extérieure affirmée. La prospérité et la compétitivité économiques de l'Europe reposent sur une stratégie commerciale active. Les accords commerciaux contribuent à créer des emplois, à élargir les marchés et à stimuler la croissance économique et l'innovation.

La mission de la direction TRADE.A «Affaires multilatérales, stratégie, analyse, évaluation» est de contribuer au développement d'une stratégie globale pour notre politique commerciale et de garantir une approche cohérente dans nos différentes relations commerciales. Pour ce faire, elle procède à des analyses économiques des actions relevant de la politique commerciale et à des évaluations de leur impact. En outre, la direction TRADE.A s'efforce de maintenir et de renforcer les règles fondées sur le système commercial multilatéral, qui sous-tend les relations commerciales de l'UE. Elle s'efforce de défendre et de réformer l'OMC, qui constitue la base d'un commerce international équitable et fondé sur des règles et garantit une coordination générale des questions commerciales multilatérales.

La direction est composée de trois unités au siège et compte un effectif d'environ 65 personnes, dont environ 15 sont affectées dans les délégations.

Poste proposé

La fonction de directeur à la tête de la direction TRADE.A «Affaires multilatérales, stratégie, analyse, évaluation». Le directeur supervisera, encadrera et dirigera les activités de la direction, contribuant à l'orientation générale de la politique commerciale multilatérale au sein de l'OMC et de l'OCDE, et participant à la stratégie et à la planification en interne. Dans tous les domaines d'activité, le directeur aura un rôle important de représentation, de communication et de négociation, au nom de la Commission et de l'UE, auprès des organisations multilatérales et internationales, des pays tiers, des États membres de l'UE et des autres institutions de l'UE, des parties prenantes concernées et du grand public.

Plus précisément, le directeur est responsable des activités suivantes:

- Coordonner la participation de l'UE au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment en ce qui concerne la réforme de l'organisation afin de garantir un système commercial multilatéral efficace.
- Coordonner la position de l'UE au sein de l'OCDE.
- Gérer les questions de politique commerciale relatives aux crédits à l'exportation, notamment en représentant l'UE auprès des instances internationales compétentes.
- Mener ou soutenir les négociations au sein des accords commerciaux de l'UE en matière de commerce et de concurrence.

- Intégrer la politique commerciale dans le contexte de la politique intérieure et extérieure de l'UE – en agissant comme un outil d'alerte précoce, en anticipant les tendances et en apportant de nouveaux éléments dans les débats politiques de la DG Commerce.
- Promouvoir la cohérence entre nos différentes approches et différents instruments afin d'augmenter l'efficacité de la politique commerciale de l'UE.
- Fournir des analyses économiques des actions relevant de la politique commerciale et des évaluations de leur impact.

Profil recherché (critères de sélection)

Qualités personnelles

- Un esprit stratégique, associé à une capacité à faire preuve de discernement, une grande aptitude conceptuelle, une capacité avérée à mener une réflexion créative, et à exprimer et mettre en œuvre de nouvelles idées, ainsi que de bons antécédents en matière d'élaboration de politiques.
- De très bonnes compétences interpersonnelles et de travail en réseau, illustrées par une capacité à établir et à maintenir de bonnes relations de travail avec un large éventail de personnes au sein de la Commission, des autres institutions de l'UE, des États membres, de l'industrie et d'autres parties prenantes, ainsi que des représentants des partenaires commerciaux de l'UE.
- D'excellentes aptitudes à la communication (écrite et orale) permettant au candidat de mener des discussions, de communiquer de manière claire et d'agir efficacement pour représenter la Commission et/ou l'UE dans les enceintes compétentes.

Compétences spécialisées et expérience

- D'excellentes compétences de négociation et une expérience avérée dans les négociations internationales, y compris dans des cadres multilatéraux.
- Une bonne connaissance des questions institutionnelles et des procédures législatives de l'UE.
- Une très bonne connaissance de la politique commerciale de l'UE et une expérience dans les relations extérieures de l'UE. Une bonne connaissance de la politique commerciale multilatérale et du fonctionnement des institutions multilatérales serait un atout.

Compétences d'encadrement

- De solides compétences en matière d'encadrement, associées à un sens aigu de l'organisation et de la gestion, une capacité à diriger et à faire évoluer les activités de la direction, et un engagement à promouvoir une culture du service et du dialogue.
- De solides capacités d'analyse et une approche axée sur les résultats, ainsi qu'une capacité avérée à résoudre des problèmes d'ordre opérationnel ou organisationnel.
- Une aptitude avérée à élaborer de nouvelles stratégies, à les traduire en propositions d'actions concrètes et à gérer efficacement les processus de changement.
- Avoir fait ses preuves dans un poste d'encadrement, avec une expérience tant en matière de ressources humaines que financières.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels suivants:

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est de 4 années ou plus;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent disposer d'au minimum 15 ans d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau auquel les qualifications précitées donnent accès.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale².
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel font l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; ainsi que 5) le nombre de pairs.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en#vacancies (disponible uniquement en anglais).

l'admissibilité et détermine les candidats qui répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, en Belgique.

Indépendance et déclaration d'intérêt

Avant sa prise de fonctions, le/la candidat(e) retenu(e) sera tenu(e) de présenter une déclaration par laquelle il/elle s'engage à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à son indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil⁶. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de dépôts des candidatures

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques demandées. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/fr/create-europass-cv>

(8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **12 avril 2024 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription ne sera plus possible après cette date.